

Ce mois-ci. La nouvelle carte des **régions françaises** n'est pas le territoire / **Fifa vs. Brésil**, l'arbitrage du sociologue brésilien Marcos Nobre / **Test de Turing**: quand un programme informatique se fait passer pour un humain, les philosophes sont perplexes / **La drogue et la prostitution** incluses dans le **PIB des pays européens**, est-ce si immoral? / **Tensions en mer de Chine**, le scénario catastrophe de **Francis Fukuyama**.

{ FRANCE RÉGIONS }

Réforme territoriale: mais où est la carte de la carte?

Quand un obscur philosophe polonais redécouvert par Michel Houellebecq éclaire les enjeux du redécoupage des régions.



Une carte n'est pas le territoire : cette citation, qui a inspiré à Michel Houellebecq le titre de son dernier roman, est due à un philosophe et logicien polonais méconnu, Alfred Korzybski. Dans un article de 1931, « Un système non aristotélicien nécessaire pour la rigueur en mathématiques et en physique », Korzybski avance une réflexion sophistiquée sur les limites de la logique traditionnelle. À propos de la construction des cartes – l'un des problèmes dont traite cet ambitieux article –, il donne un exemple plutôt simple. Considérons trois lieux réels du territoire, par exemple Lille, Paris et Marseille. Supposons que nous les placions sur une carte sommaire et que nous posions sur une ligne, l'un

après l'autre, dans cet ordre, trois points : Paris, Marseille, Lille. L'automobiliste qui voyagera à travers le territoire français en suivant cette carte sera amené à faire un tour aberrant : il ira de Paris à Marseille avant de gagner Lille, ce qui le fera rouler sur 1 775 kilomètres, là où une bonne carte lui aurait permis de faire 1 000 kilomètres seulement. Mais qu'est-ce qu'une bonne carte ? C'est, répond Korzybski, une carte qui a « une structure similaire à la structure du territoire ». Pour être plus précis encore, il faut que les deux structures aient « les mêmes caractéristiques logiques ».

La nouvelle carte des quatorze régions dévoilée par le gouvernement respecte-t-elle cette consigne ? Pas tout à fait, car elle a été construite en faisant intervenir non pas une, mais plusieurs logiques hétérogènes. Lorsqu'il s'agit de réunir l'Alsace et la Lorraine, ou la Franche-Comté et la Bourgogne, c'est bien la volonté de reproduire la structure historique du territoire qui est à l'œuvre. Mais parfois, une logique politique de plus court terme semble l'avoir emporté : ainsi la région des Pays de Loire n'a été rattachée ni à la Bretagne, pour ne pas froisser le ministre de la Défense Jean-Yves le Drian et les indépendantistes bretons, ni au Poitou-Charentes, pour ne pas avoir l'air d'accorder une faveur à Sérgolène Royal, tandis que le président des Pays de Loire, Jacques Auxiette, ne souhaitait

Par Alexandre Lacroix

© Christian Hartmann/REUTERS

© Renato Parada

{ BRÉSIL MONDIAL }

« La révolte populaire redonne sa noblesse au foot »

Au Brésil, le football est roi, paraît-il. Sauf qu'en perturbant l'organisation de la Coupe du monde, le peuple a affirmé la prééminence du politique sur le sport-spectacle. Une révolution commentée par le sociologue **Marcos Nobre**.

Les grèves et les manifestations avant le Mondial au Brésil signifient-elles que le football n'est plus là-bas un sport sacré ?

Marcos Nobre: En effet ! Les Brésiliens ont envoyé un message au monde : la politique est plus importante que le foot. Il y a trente ans, dans mon pays, celui qui osait avouer qu'il n'aimait pas le football se faisait traiter de fou. Au XX^e siècle, les Brésiliens avaient encore une conception très unitaire, voire répressive de la culture. Aujourd'hui, c'est avec une certaine maturité citoyenne que les Brésiliens dénoncent la dénaturation du football. Le mésaspectacle qu'est le Mondial ne donne nullement le droit à la Fifa d'empiéter sur les prérogatives et les priorités d'un État souverain. Le Brésil a tout de même déboursé plusieurs milliards d'euros pour l'organisation de cet événement, au détriment d'une amélioration urgente des services publics – écoles et hôpitaux en tête. Ici, la Fifa ne peut pas se considérer en terrain conquis, comme en Russie ou au Qatar, où les voix des opposants sont muselées. D'autant que le foot est construit sur un mythe égalitaire. Ne suffit-il pas de donner un ballon à des gamins des rues pour qu'une partie commence ?

Pourquoi le gouvernement de Dilma Rousseff, héritière des années Lula, est-il contesté ?

En 1985, quand la démocratie fut restaurée au Brésil, il a fallu créer un jeu politique spécial avec des alliances très larges, afin d'intégrer les partis héritiers de la dictature dans le jeu parlementaire. C'était indispensable pour assurer la cohésion nationale. Cette culture du consensus



Docteur en philosophie et diplômé en sciences sociales de l'Université de São Paulo, il enseigne au département de philosophie de l'université d'État de Campinas (Unicamp). Il vient de faire paraître *Imobilismo em movimento. Da abertura democrática ao governo Dilma* (« L'immobilisme en mouvement. De l'ouverture démocratique du gouvernement Dilma Rousseff », Companhia Das Letras, non traduit).

à tout prix s'est maintenue dans les années 1990 par nécessité de réformer l'économie. Pour ne pas s'aliéner leurs partenaires conservateurs, les gouvernements progressistes ont tous été obligés de brider leurs ambitions redistributives – même s'il faut reconnaître que Lula a su, dans les années 2000, accélérer les réformes en vue d'une plus grande justice sociale. Toutefois, la société brésilienne, pour ce qui est des inégalités, vient à peine de retrouver le niveau des années 1960, avant que la dictature n'instaure un système de priviléges. Aujourd'hui, la culture du consensus est encore prégnante, ce qui explique un certain immobilisme de l'exécutif.

C'est donc le ferment de la contestation actuelle ?

Oui. Faute de pouvoir s'exprimer sur la scène politique, la contestation descend dans la rue. Ce sont principalement les jeunes et les étudiants qui manifestent, mais ils ont le soutien de 80 % de la population. Depuis les révoltes de juin 2013, les manifestants osent avoir des réclamations personnelles, donc hétéroclites, voire divergentes : gratuité des transports, augmentation du pouvoir d'achat, lutte contre la corruption... Autant de demandes qui peinent à s'exprimer au sein d'un parlement préférant le *statu quo*. Mais si tout cela ressort au moment du Mondial, c'est bon signe, car cette révolte confère une noblesse au foot que la logique de l'argent roi ne saurait lui donner : après tout, c'est quand le monde entier a les yeux tournés vers le Brésil que la société civile doit s'exprimer.

Par Antoine Rogé

{ SCIENCE INFORMATIQUE }

Suffit-il à un ordinateur de parler pour penser ?

Le 7 juin, le test de Turing, étape clé dans les progrès de l'intelligence artificielle, aurait été passé avec succès... par un programme informatique. Reste à comprendre ce qu'on entend ici par *intelligence*.

Eugene Goostman est subitement devenu célèbre dans le monde scientifique pour avoir passé avec succès le difficile Turing Test 2014. Ni savant ni informaticien, Eugene précise qu'il est un petit garçon ukrainien de 13 ans. D'où vient sa notoriété ? Du fait qu'il ne faut pas croire tout ce qu'il nous

raconte. Car ce n'est pas un humain, mais un programme informatique, qui fait la conversation (un « chatbot »).

La compétition, organisée par l'université de Reading, en Angleterre, reproduisait les conditions décrites par Alan Turing, savant britannique et pionnier de l'informatique. À la question épiqueuse : « Les

machines peuvent-elles penser ? », Turing a proposé une réponse habile et indirecte, en fixant les règles de ce qu'il appelle le « jeu de l'imitation ». En résumé, une personne communique à l'aveugle par messages écrits interposés avec deux partenaires, dont l'un est un humain et l'autre un ordinateur qui essaie de se faire passer pour un

>>> humain. Le test est considéré réussi si le juge n'arrive pas à déterminer qui est l'humain et qui est la machine. En 1950, Turing a prédit: « dans cinquante ans », il sera possible de programmer un ordinateur « de telle façon qu'un interrogateur moyen n'aura pas plus de 70 % de chances de procéder à la bonne identification après cinq minutes de conversation ». Pour concevoir son test, Turing s'est inspiré de Descartes, qui écrit dans la cinquième partie du *Discours de la méthode* (1637): « On peut bien concevoir qu'une machine soit tellement faite qu'elle profère des paroles [...] , mais non pas qu'elle les arrange diversement, pour répondre au sens de tout ce qui se dira en sa présence, ainsi que les hommes les plus habiles peuvent le faire. »

Lors du Turing Test 2014, Eugene a réussi à faire croire à dix juges sur trente qu'il était un adolescent ukrainien durant cinq minutes, mais la tâche lui a été simplifiée par le fait qu'il disait avoir 13 ans et ne pas posséder l'anglais comme langue maternelle. Qu'importe, il est probable que les performances des chatbots s'amélioreront et que d'ici quelques décennies un programme se

faisant passer pour un étudiant en philosophie trompera un jury de l'agrégation (peut-être est-ce déjà arrivé...).

Ceci n'étude pourtant pas la question centrale: si un *chatbot* peut discuter avec vous en se faisant passer pour un humain, cela signifie-t-il que le programme pense? Le philosophe John R. Searle ne le croit pas, lui qui a opposé au test de Turing le célèbre exemple de la « chambre chinoise » (1980). Supposons qu'un homme soit enfermé dans une pièce et qu'on lui transmette des messages en caractères chinois. Cet homme ne lit pas cette langue, mais il dispose d'un manuel, qui lui permet de trouver, pour chaque question posée, une petite plaquette sur laquelle une réponse appropriée est calligraphiée. Le questionneur, à l'extérieur de la chambre, aura l'illusion de converser avec quelqu'un qui connaît le chinois. Or, il n'en est rien. L'ordinateur ne comprend pas ce qu'il dit. Il exécute des règles syntaxiques, mais sans contenu sémantique – les mots n'ont pas de sens pour lui. Un autre exemple célèbre a été avancé par un autre philosophe américain, Hilary W. Putnam, celui du « cerveau



dans la cuve » (1981). Supposons qu'un cerveau baigne dans une cuve, sans corps. Ce cerveau peut penser, mais il lui manque une dimension essentielle: il ne sait pas à quoi les mots « pomme » ou « arbre » se réfèrent, car il n'a pas d'expérience sensorielle du monde et il n'a jamais interagi avec les choses. Pour celui qui n'a pas de corps, les mots restent vides. Eugene peut bien employer le mot « cerise », cela ne lui fait venir aucune saveur dans la bouche. On se console comme on peut...

Par A. L. et Samuel Webb

PIB CRIMINALITÉ Les vertus économiques du vice

L'Union européenne somme ses membres d'intégrer les revenus de l'économie souterraine dans le calcul de leur croissance. Dès le XVIII^e siècle, le philosophe Bernard Mandeville n'y voyait pas à mal...



Manifestation des « travailleurs du sexe » à Paris, le 29 novembre dernier.

Le vulgaire peu perspicace aperçoit rarement plus d'un maillon dans la chaîne des causes; mais ceux qui savent porter leurs regards plus loin et veulent bien prendre le temps de considérer la suite et l'enchaînement des événements, verront en cent endroits le bien sortir du mal à foison, comme les poussins sortent des œufs. » Initiée par Bernard Mandeville en 1714 dans sa célèbre *Fable des Abeilles* où il se proposait de montrer comment les « vices privés font le bien public », la perspective libérale d'une « chaîne de causes » qui ferait sortir « à foison » un bien (économique) d'un mal (moral) semble retrouver un certain attrait, comparable du moins, dans une Europe en quête de nouveaux « revenus ».

Les experts du Système européen de comptabilité ont ainsi proposé de modifier

le calcul du produit intérieur brut (PIB) à tous les États membres de manière à intégrer les revenus de l'économie souterraine générés par le trafic de drogue, la prostitution ou la contrebande. Adopté en juin par le Conseil européen, ce mode de calcul est censé s'appliquer dès septembre. À l'heure où les États européens sont mis en demeure de réduire leur dette à 60 % et leur déficit public à 3 % du PIB, cette révision apporteraient de petits miracles comptables. Rien qu'en Italie où le chiffre d'affaires des quatre organisations mafieuses atteignait 116 milliards d'euros en 2013 – 5,9 % du PIB –, l'intégration des activités économiques illégales permettrait de gagner près d'un point de croissance... En Angleterre, les revenus de la prostitution pourraient doper le PIB de 6,5 milliards d'euros,

© Jacques Beauchamp/Photononstop/AFP;Jacky Naegelen/REUTERS

© Nguyen Minh/REUTERS

quant au trafic de drogue, il rapporterait 5,4 milliards d'euros.

La mesure pose cependant une question d'économie morale: un État peut-il revendiquer des activités qu'elle punit pénalement et condamne moralement? C'est la question provocante à laquelle Mandeville répondait. En complément de la description d'une ruche d'abeilles dont la prospérité repose sur la cupidité et la malhonnêteté de ses membres individuels, il précisait sa pensée dans une série de remarques sur les vertus économiques du

vol, de la prostitution ou de la corruption. L'argument de Mandeville est utilitariste: il n'est ni possible ni souhaitable de réformer les mœurs, alors que l'on peut organiser la prospérité du vice: « *Du moment que la nation retrouve son bien, il ne faut pas se plaindre de la manière dont le butin est repris.* » Il suffit d'admettre que « *les passions dont nous prétendons tous avoir honte sont le principal soutien d'une société prospère.* » Cette conception de la prospérité bute néanmoins sur un principe fondamental de l'économie libérale, celui du libre-échange. C'est celui

qui invoquent l'Insee et la France pour refuser d'appliquer ces nouvelles normes – l'Hexagone adoptera une double comptabilité, en interne et à destination de l'Europe. Le vol, la prostitution ou le marché de la drogue, font valoir les statisticiens français, ne peuvent pas être considérés comme activité économique dans la mesure où elles ne constituent pas des transactions librement consenties. Pour le vol, c'est une évidence. Pour la drogue et la prostitution, c'est une vraie question.

Par Martin Legros

GUERRE ASIE L'Histoire se réveille-t-elle en mer de Chine?

Les ambitions maritimes de Pékin tendent ses relations avec ses voisins et, pour Francis Fukuyama qui amende là sa théorie de la « fin de l'histoire », signent le retour à une logique de guerre.



Un militaire vietnamien en alerte face à un garde-côte chinois, le 15 mai dernier en mer de Chine méridionale.

Il y a quelques semaines, le philosophe américain Francis Fukuyama a publié sur Twitter: « Personne n'est prêt à ceci: la Chine s'entraîne à une guerre éclair contre le Japon en mer de Chine » et « Contrairement à l'époque de la guerre froide, nous ne disposons pas de scénarios d'escalades clairs et de pare-feu pour l'Asie. » L'apôtre de la « fin de l'histoire », persuadé que l'humanité se dirige vers une généralisation des démocraties libérales, se serait-il converti au catastrophisme? Il évoque des tensions à propos des îles Senkaku/Diaoyu, sept mètres carrés d'îlots inhabités mais fort disputés. Les provocations se sont multipliées entre Japonais et Chinois. Des dirigeants des deux camps ont parlé de risques d'intervention armée.

Depuis, les conflits territoriaux en mer de Chine méridionale se sont élargis à d'autres pays. Après que la Chine a annoncé début mai l'installation d'une plateforme pétrolière dans les eaux d'un archipel ayant longtemps appartenu au Vietnam, Hanoï a envoyé vingt-neuf navires armés, entraînant une brève confrontation. Quelques jours plus tard, de violentes émeutes anti-chinoises embrasaient le Vietnam. Autre conflit, celui qui oppose les Philippines à Pékin, et qui a donné lieu à un épisode musclé entre des marins chinois et des gardes-côtes philippins début mai. Avec un budget militaire en augmentation de 12,2 % en 2014, la Chine inquiète. Quant aux États-Unis, qui considéraient jusqu'alors la zone comme un terrains conquis, ils s'arc-boutent. Barack Obama avait consacré sa première visite après sa réélection à ses alliés de la région, « pivot » de sa nouvelle politique étrangère. Et lors de son récent voyage au Japon, en Corée du Sud, en Malaisie et aux Philippines, fin avril, il a rappelé qu'un accord de défense mutuelle liait les États-Unis, les Philippines et le Japon. Bref, les deux premières puissances mondiales disposent d'un théâtre d'affrontement explosif.

Fukuyama a-t-il amendé sa théorie? La marche vers la démocratisation et la libéralisation est-elle provisoirement bloquée, voire stoppée? Le modèle chinois du

capitalisme sans la démocratie est-il en train de gagner la partie? Dans son dernier ouvrage, *Le Début de l'histoire* (Éd. Saint-Simon, 2012), et dans un article faisant le point sur son hypothèse vingt-cinq ans après sa publication (« *At the "End of History" Still Stands Democracy* », *The Wall Street Journal*, 6 juin), le philosophe la nuance, tout en conservant son cadre théorique. Certes, il doute de la victoire de la Chine, fondée sur un État fort mais sans « autorité de la loi » ni « responsabilité politique du gouvernement » – selon lui, la croissance économique conduit à une mobilisation sociale menant à des réformes démocratiques. Mais il admet que la « vieille géopolitique » s'appuyant sur les conflits territoriaux est de retour. Il rappelle que la démocratie a mis « soixante-dix ans à se consolider en Europe » après le « printemps des peuples » de 1848. Surtout, il pointe l'apparition d'écueils nouveaux, tel le « déclin politique » des démocraties occidentales. Paralysées face aux problèmes économiques, rigides dans leurs solutions, elles ne semblent pas avoir la vigueur nécessaire pour faire vivre leur modèle. Dans le match qui se joue entre États-Unis et Chine, ce n'est pas, d'après Fukuyama, la Chine qui est en train de l'emporter. Mais ce sont les démocraties qui risquent de perdre faute de conviction et d'imagination.

Par Michel Etchaninoff